



## Israël: l'impunité fait des ravages

La crise politique actuelle en Israël est le produit des décennies de soutien occidental inconditionnel à l'occupation et à l'apartheid israéliens.

Par [Mouin Rabbani](#)

Mondialisation.ca, 09 août 2023

[Al-Jazeera](#) 5 août 2023

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

27 juillet 2023 - Des personnes en deuil suivent la dépouille de Fares Abu Samra, âgé de 14 ans, lors de ses funérailles dans la ville de Qalqilya, en Cisjordanie. L'enfant palestinien a été tué d'une balle dans la tête par les forces coloniales israéliennes lors d'un raid militaire. Il est à cette date le 37e enfant assassiné par les forces israéliennes cette année - Photo : @wahaj\_bani\_moufleh /Activestills

L'idée selon laquelle la crise politique actuelle d'Israël a pour origine sa politique à l'égard du peuple palestinien gagne du terrain.

Dans cet ordre d'idée, le programme législatif autoritaire du gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu et les méthodes employées pour y parvenir représentent l'aboutissement inévitable et inéluctable des 75 années d'oppression et de répression du peuple palestinien par Israël, et notamment des violations systématiques de la loi et du droit dans les territoires arabes qu'il occupe depuis 1967.

Certains [suggèrent](#) en outre que la [principale motivation](#) de Netanyahu et de ses alliés d'extrême droite pour faire passer leur programme législatif est d'augmenter leur pouvoir et leur capacité de déposséder toujours plus le peuple palestinien.

C'est une théorie qui séduit particulièrement ceux qui affirment que la prétention d'Israël à se présenter comme un « État juif et démocratique » est en fait un aveu d'ethnocratie et ceux qui cherchent à [inclure](#) les droits des Palestiniens dans l'agenda du mouvement de protestation contre le plan de réforme du gouvernement.

L'idée que la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens a des conséquences négatives sur la situation intérieure n'est pas sans fondement. Pour dire les choses telles qu'elles sont, un [régime suprémaciste juif](#) donne nécessairement du pouvoir aux suprémacistes juifs.

Cette situation associée à des politiques expansionnistes qui s'appuient sur la violence systématique, la déshumanisation et l'asservissement permanents du peuple palestinien, a, au fil du temps, hissé les dirigeants les [plus extrémistes](#) et les plus messianiques au sommet du pouvoir.

Comme dans des situations similaires au cours de l'histoire, ces forces ont tendance à considérer tout obstacle à leurs objectifs, y compris les institutions établies et les membres dissidents de leur propre communauté, comme des traîtres qu'il convient de neutraliser.

En dépit de ce qui précède, interpréter la crise actuelle d'Israël comme le résultat de sa politique à l'égard des Palestiniens, ou comme l'application, au niveau intérieur, du [traitement israélien des Palestiniens](#), revient à se méprendre fondamentalement sur la nature de cette crise et sur la réalité palestinienne.

Il est clair que les manifestations de masse organisées par les Israéliens à intervalles réguliers dans tout le pays n'ont pas été criminalisées et que ceux qui y ont participé ont été confrontés à des forces de police équipées de matraques et de canons à eau plutôt qu'à des unités militaires dotées de tireurs d'élite qui tirent pour mutiler et tuer.

Quoi que l'on puisse penser de Netanyahu et de ses projets pour le système judiciaire israélien, son gouvernement a été constitué sur la base d'une élection et son programme est validé par un parlement que l'écrasante majorité des citoyens israéliens considère comme la représentation légitime, sinon exclusive, de leur volonté politique collective.

Tout cela est bien loin de la réalité des Palestiniens, qui sont gouvernés par un gouvernement militaire étranger dans le cadre d'un régime colonial imposant par la force une législation extraterritoriale.

L'affirmation selon laquelle cette crise aurait pu être évitée si Israël avait adopté une constitution est sans doute erronée puisque les constitutions, comme les systèmes judiciaires, peuvent être révisées, voire remplacées.

Plus absurde encore est l'affirmation selon laquelle Israël s'est [abstenu](#) d'en adopter une parce que cela l'aurait obligé à déclarer ses frontières et, soit à instaurer l'égalité pour tous ses citoyens, soit à proclamer officiellement l'ethnocratie.

Les constitutions ne délimitent pas les frontières. Il est de notoriété publique que la déclaration d'État d'Israël en 1948 promettait l'égalité à ceux qu'il était en train de nettoyer ethniquement de leur patrie, et qu'en 2018, la Knesset a adopté une loi fondamentale définissant Israël comme l'État-nation du peuple juif et non pas de tous les citoyens de l'État.

Le fait qu'Israël n'ait pas adopté de constitution reflète principalement la réticence de ses fondateurs à prendre position sur la question épineuse de la religion et de l'État, afin d'éviter une scission entre l'*establishment* rabbinique et les élites laïques.

Ces deux camps se sont affrontés sur la définition de la judéité, mais ont fait preuve d'un consensus remarquable sur le déni des droits des Palestiniens.

De la même manière, la crise actuelle est avant tout un [conflit interne](#) au sein de la population et des élites juives d'Israël sur la gouvernance de leur ethnocratie et le rôle de ses institutions.

L'argument *marketing* des défenseurs de l'agenda du gouvernement est qu'il permettra de mieux déposséder les Palestiniens et d'annexer leurs terres, ce qui est effectivement le cas.

Quelles que soient leurs motivations, ils utilisent cet argument car, en Israël, l'apartheid se vend mieux que l'autoritarisme, et « Nakba Now ! » est plus populaire que le fait de laisser des politiciens véreux s'en tirer à bon compte.

Le gouvernement n'obtiendrait pas le même niveau de soutien pour son programme

judiciaire s'il proclamait que l'un de ses principaux objectifs est de permettre à des politiciens de haut rang comme Netanyahu et Aryeh Deri d'éviter d'avoir à répondre à des accusations de [corruption](#) dans un tribunal.

Le large consensus israélien sur la dépossession des Palestiniens s'est également manifesté par le fait que la plupart des organisateurs des manifestations ont activement lutté pour exclure la défense des droits des Palestiniens – y compris ceux qui sont citoyens israéliens – de leur mouvement.

Entre-temps, les gouvernements occidentaux semblent également plus courroucés par la [dégradation institutionnelle](#) de l'ethnocratie israélienne que par son existence ou sa persistance.

Les critiques, les condamnations et les boycotts d'Israël, de son gouvernement, de son armée et de son économie, considérés comme tabous quand il s'agit de lutter contre l'élimination des droits et des vies des Palestiniens, deviennent des outils appréciables et même honorables quand il s'agit de défendre un système judiciaire institutionnellement coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

La priorité de l'Occident – et son seul intérêt en la matière – est la stabilité de son allié stratégique. C'est ainsi que fonctionne l' « ordre international fondé sur des règles » : les règles et les droits n'entrent en ligne de compte que s'ils sont violés par des rivaux et des adversaires.

Pourtant, cette crise est, en grande partie, le fait de l'Occident lui-même.

Pendant des décennies, et de plus en plus ces dernières années, il a garanti une impunité totale aux dirigeants israéliens. Il est tout à fait naturel que ces derniers se conduisent comme des enfants gâtés, saisissant et brisant tout ce qui passe à leur portée, et faisant des crises de rage à la moindre réserve de ceux qui les soutiennent à Washington et à Bruxelles.

Leurs sponsors occidentaux, à force d'impunité, leur ont fait perdre toute sensibilité aux conséquences de leurs actions. Ils n'en tiennent plus aucun compte dans leurs calculs. Ils sont complètement désinhibés...

On peut aussi trouver qu'il est tout de même un peu fort que les Occidentaux, qui, depuis des décennies, célèbrent Israël en tant qu'État juif et démocratique, sans jamais perdre une occasion de le [renforcer](#) à la fois par des actes concrets et des [refus d'agir](#), soient tout à coup effarés par les conséquences tout à fait prévisibles de leur attitude – principalement parce que l'autoritarisme israélien complique leurs politiques au Moyen-Orient, bien plus encore que leur soutien à l'apartheid.

C'est l'heure de vérité. Les conséquences concrètes de cette éternelle impunité s'étalent maintenant devant nos yeux.

Comme toujours, ce seront les Palestiniens qui en feront les frais, et, dans une moindre mesure, les Israéliens.

Mouin Rabbani

*Article original en anglais* : Israel: Impunity comes home to roost, [Al-Jazeera](#), le 5 août



Mouin Rabbani est un chercheur et analyste spécialisé dans le Moyen-Orient contemporain. Il est co-éditeur de [Jadaliyya](#).

La source originale de cet article est [Al-Jazeera](#)  
Copyright © [Mouin Rabbani](#), [Al-Jazeera](#), 2023

---

Articles Par : [Mouin Rabbani](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)